



COMPTE RENDU RENCONTRE RÉGIONALE de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration

HISTOIRES, MEMOIRES, ACTIONS CULTURELLES ET DISCRIMINATIONS LANGUEDOC-ROUSSILLON

5 novembre 2010

SCÈNE NATIONALE DE SÈTE ET DU BASSIN DE THAU

En partenariat avec le Conseil régional, la Drac, la DRJSCS du Languedoc-Roussillon et la scène nationale de Sète et du Bassin de Thau

Institution culturelle, pédagogique et citoyenne, la Cité nationale de l'histoire de l'immigration est chargée de rassembler, sauvegarder, mettre en valeur et rendre accessibles les éléments relatifs à l'histoire de l'immigration en France depuis le XIXe siècle. La Cité associe un lieu central à Paris, le Palais de la Porte Dorée, et un réseau de partenaires en France et à l'étranger.

Chaque année, sont organisées des rencontres du réseau de la Cité, à l'échelle nationale ou régionale. Les réunions régionales, réalisées avec les partenaires locaux, présentent l'actualité de la Cité et les réflexions et programmes d'actions en cours sur les territoires.

Le territoire de la région Languedoc-Roussillon est une terre de passage, d'immigration et de métissage. L'ambition régionale est de favoriser la prise de conscience nécessaire à l'évolution des mentalités et des pratiques afin de promouvoir pour tous, l'égalité des chances et la prévention des discriminations.

Dans cette perspective, la Région Languedoc-Roussillon participe à la coproduction - sur une idée de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration, avec la MC 93 Bobigny, la Scène Nationale Evreux-Louviers, la Scène Nationale de Sète et du Bassin de Thau, et la Cie Piccolo - de la pièce de théâtre Sale Août de Serge Valletti, mise en scène par Patrick Pineau créée les 25 et 26 novembre prochains à la Scène Nationale de Sète. À cette occasion, un programme de manifestations sur l'histoire et la mémoire de l'immigration, mobilisant de nombreux partenaires associatifs et institutionnels est proposé au public.

Ouverture

Yvon Tranchant, directeur de la Scène Nationale de Sète, indique, en ouverture, que cette journée d'échanges s'inscrit dans le programme "Devoir d'histoire / histoire des mémoires" conduit dans toute la région Languedoc-Roussillon. La scène nationale de Sète et du Bassin de Thau y participe largement en accueillant dans son théâtre plusieurs manifestations. Il exprime, en ce jour où il sera aussi question d'histoire de la création artistique, une pensée particulière pour les artistes ayant des difficultés à obtenir des autorisations de travail dans les pays européens à l'instar des tziganes.

Jean-Claude Gayssot, vice-président de la Région Languedoc-Roussillon, présente ensuite pourquoi la région Languedoc-Roussillon s'est engagée avec conviction dans le projet de création du spectacle "Sale août" lorsqu'il lui a été présenté par la MC 93 de Bobigny et la Cité nationale de l'histoire de l'immigration en 2009.

Un tel projet fait réfléchir aux racines de la xénophobie : la peur de l'autre, la différence. La xénophobie est toujours présente aujourd'hui et la lutte contre les discriminations est un combat. La région Languedoc-Roussillon croit en la force de la création et de l'art vivant comme moyen pour transcender les hommes.

Jacques Toubon, président du Conseil d'orientation de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration rappelle que des rencontres régionales sont organisées par la Cité depuis sa mission de préfiguration. La Cité a ici saisi l'occasion de la présentation de la pièce "Sale Août" à Sète pour venir en Languedoc-Roussillon. La création de cette pièce, à partir du livre de Gérard Noiriel sur le massacre des italiens à Aigues-Mortes, constitue une démonstration de ce que la Cité essaie de construire à plusieurs niveaux:

1- L'histoire n'est pas faite que pour être enseignée ou montrée au travers d'archives ou dans des expositions. Elle est aussi matière, nourriture, ressort pour la création artistique. Les arts sont des vecteurs de connaissance et de reconnaissance de l'histoire de l'immigration. Ils participent aux changements des regards et en cela, un tel projet est au cœur des missions de la Cité.

2- Si l'initiative de la création de "Sale août" vient de la Cité, elle n'aurait jamais pu se concrétiser sans ses partenaires. La Cité s'attache, de plus en plus, à développer les coproductions, les collaborations.

3- Ce projet démontre également que la question de l'histoire de l'immigration ne doit pas être envisagée de manière "jacobine" mais doit être portée par de nombreux acteurs sur tout le territoire national et s'inscrire dans le temps long. Beaucoup de représentations sur l'immigration sont contraires à toute réalité historique. L'immigration n'est pas un accident contemporain, c'est l'histoire qui nous a fondés, fabriqués, c'est un phénomène culturel.

Pour **Didier Deschamps, directeur régional des affaires culturelles** (représentant Claude Baland, Préfet de région), cette journée permet de mettre la lumière sur la richesse des actions menées dans la région sur les questions de diversité culturelle et de lutte contre les discriminations, tant en matière de création que de diffusion ou d'ethnologie. Elle est aussi l'occasion de structurer un réseau de partenaires régionaux et d'annoncer le souhait de conduire, dès l'année 2011, un travail d'analyse et de typologie des actions menées dans la région dans ces deux domaines.

TABLE-RONDE - Enjeux et défis d'une approche interdisciplinaire de l'histoire de l'immigration : quels impacts sur les représentations ?

Yvan Gastaut, historien, membre du Conseil d'orientation de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration introduit cette table ronde en s'interrogeant sur l'utilisation du passé : qu'apporte le passé, sur le terrain, dans la conduite d'actions visant à changer les regards, à modifier les perceptions sur les questions de migrations ? Pourquoi est-il utilisé, dans quels buts ? Pour l'historien, s'agit-il de parfaire un savoir ? Pour l'élus, de façonner une identité locale ou d'accompagner des citoyens ? Comment la création artistique se nourrit-elle du passé ?

Il rappelle le mouvement important lancé par l'Agence pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (Acsé) avec la commande des études histoire/mémoire de l'immigration dans chaque région. Elles ont permis d'identifier des fonds d'archives, de récolter des témoignages, de découvrir ou redécouvrir un patrimoine et, dans certaines régions, de lancer des dynamiques régionales.

Il est attendu dans cette table ronde que chacun des intervenants témoigne, à partir de son champ d'action, de son rapport à l'utilisation du passé. Il s'agit d'observer l'importance du croisement des approches scientifiques, artistiques et institutionnelles pour faire évoluer les représentations.

Christian Jacquelin, conseiller à l'ethnologie à la Drac, évoque la recherche comme une approche qui permet la contextualisation et constitue, selon lui, un préalable à l'action culturelle. Il choisit d'illustrer les dispositifs mis en œuvre dans la région en donnant 3 exemples :

- 1- Un travail de monographie ethno-historique a permis de mettre à jour, sur la base de sources écrites, iconographiques et de témoignages oraux, le rôle d'un bateau - la goélette Tarzan - comme témoin et acteur de l'indépendance de la Tunisie et de l'histoire de l'immigration en France. La goélette est la dernière représentante en France d'un bâtiment italien de Tunisie. Ce bateau nationalisé après l'indépendance de la Tunisie a été utilisé par des familles franco-

siciliennes pour fuir et rejoindre le port de Sète, auquel il est toujours rattaché. Il est depuis 2009 inscrit au patrimoine des objets mobiliers.

- 2- Une recherche a été conduite dans le cadre de l'appel d'offre "Histoire des migrations : vers un processus de patrimonialisation" sur la mémoire des exilés espagnols et de leurs descendants. Elle a permis de mettre à jour que les mémoires n'étaient pas partagées entre les générations et que beaucoup de représentations différentes coexistaient.
- 3- Une historiographie a pu être menée sur le massacre des Italiens à Aigues-Mortes avec le soutien de la Drac qui est particulièrement attentive à la question des "non-lieux de mémoire".

Suzana Dukic, chargée d'étude et de recherche à l'ISCRA-Méditerranée a présenté un travail d'enquête soutenu par la DRAC Languedoc-Roussillon et le Conseil général du Gard, relatif à la mémoire du massacre d'Aigues-Mortes. Cette enquête a été conduite par l'ISCRA-Méditerranée dans le cadre d'un travail de recherche coordonné depuis 2008 par l'historien Gérard Noiriél. Le constat initial était que l'affaire d'Aigues-Mortes était un non-lieu de mémoire de l'histoire républicaine, un refoulé aussi bien de l'histoire locale que de la mémoire collective. Plutôt que d'interroger les représentations socialement partagées du massacre à Aigues-Mortes, le questionnement a été porté sur les dynamiques mémorielles à l'œuvre et sur les liens entre l'histoire d'une part et la mémoire locale du massacre des Italiens d'autre part, considérée à la fois comme processus à l'œuvre mais aussi comme un objet en soi. Le protocole d'enquête et ses redéfinitions successives ont combiné des entretiens avec des tenants d'un discours public sur le pogrom et des descendants des témoins ou protagonistes des événements d'Aigues-Mortes ainsi que des recherches et en centre d'archives. Les résultats de l'enquête ont révélé que le massacre n'est pas occulté mais que les liens entre histoire et mémoire sont distendus. L'enquête a également mis au jour un certain nombre d'usages sociaux de la mémoire. Le massacre est présenté comme un fait divers ayant toujours fait partie de la mémoire collective. Peu soucieux des sources historiques, le récit mémoriel est un maelström marqué par l'euphémisation des faits ou au contraire leur dramatisation avec l'objectif principal de valoriser l'histoire d'Aigues-Mortes et d'exalter un passé et des « racines » locales.

Emile Anfosso, adjoint au maire de la ville de Sète évoque, par la présentation de son parcours de vie et de celui de ses ascendants, les améliorations qu'ont connu les populations d'origine italienne vivant à Sète en termes d'intégration, d'inscription dans l'espace, l'économie, la vie sociale et culturelle de la ville. Il rappelle la problématique de la reproduction des processus en donnant l'exemple d'une étude réalisée à Sète sur les discriminations à l'œuvre dans le domaine de l'accès au logement social. Cette étude a révélé que les systèmes d'exclusion des populations d'origine italienne au début du siècle se reproduisaient, notamment pour les populations d'origine maghrébine.

Cédric Bonato, maire d'Aigues Mortes présente la démarche de commémorations portée par la ville d'Aigues Mortes autour de la mémoire du massacre des Italiens. Il évoque le devoir de mémoire des élus, les objectifs poursuivis par la ville : le travail autour de la citoyenneté, la sensibilisation aux valeurs de la diversité, de la pluralité, fondatrices de la France.

Nouredine Boubaker, délégué régional adjoint de l'Acsé décrit le travail de mémoire à l'œuvre à Aigues-Mortes et évoque les enjeux liés aux changements des représentations et à la lutte contre les discriminations. Le paradoxe de "l'intégration à la française" est que l'histoire se répète : la France continue à ne pas se reconnaître comme un pays d'immigration et un pays d'intégration. Comment et pourquoi se fabriquent ces frontières mouvantes entre l'autre, désignant l'étranger ou "le Français issu de", et le "nous" ? Les processus de désignation, de stigmatisation entretiennent en permanence la suspicion vis-à-vis de l'autre et ouvrent la voie aux discriminations car le sentiment d'illégitimité de l'autre perdure. Les discriminations en raison de l'origine touche au droit à l'existence symbolique. Ces constats interrogent les dispositifs d'intégration et de lutte contre les discriminations.

Marianne Petit, directrice du projet de musée le Mémorial du Camp de Rivesaltes présente le camp de Rivesaltes, lieu de mémoire malgré lui. Il a été tout à tour, depuis 1923, camp militaire, camp de transit pour les réfugiés espagnols, centre d'hébergement surveillé, centre régional de rassemblement des Israélites, camp de dépôt de matériel allemand, camp d'internement pour prisonniers de guerre allemands et collaborateurs, camp de regroupement des Harkis et de leur famille, centre de transit pour les troupes du contingent... Le camp de Rivesaltes est un témoin des

années noires du XXème siècle. Le projet de Mémorial du Camp de Rivesaltes, porté par le Conseil général des Pyrénées-Orientales, a pour ambition d'être un espace de référence de l'histoire de l'internement en France, à travers l'histoire du camp et les conséquences des conflits qui ont précipité dans ce lieu des étrangers considérés par l'Etat, comme indésirables (Espagnols, Juifs, Tsiganes, Harkis...). Il s'agit d'un projet culturel qui s'adresse à des publics multiples (citoyens, habitants, descendants, jeunes, passionnés d'histoire, associations...) et qui s'appuie sur un conseil scientifique. Le projet privilégie en permanence l'interdisciplinarité, les regards croisés. Il contribue en cela à la transmission et à la confrontation des subjectivités. Marianne Petit conclue en insistant sur le rôle de la création artistique comme instrument de construction ou de déconstruction d'un événement historique.

Olivier Moulai, artiste vidéaste démontre également en quoi une approche artistique de l'histoire de l'immigration est essentielle pour agir sur les représentations en présentant le travail qu'il a conduit sur la thématique de l'exil des Harkis et des Espagnols et qui l'a amené à la réalisation d'un documentaire. Les témoignages sont au cœur de ce projet artistique. Il s'agit de donner la parole aux anonymes : ils évoquent le silence, la transmission, le rapport à la langue ou encore le sentiment de différence.

TABLE-RONDE - Etat des lieux des actions histoire/mémoire/culture en région

Agnès Arquez Roth, directrice Réseau et Partenariats de la Cité nationale, introduit cet état des lieux. Elle rappelle la démarche de la Cité qui, en organisant de telle rencontre, a pour objectif d'apprécier finement les dynamiques et initiatives développées en région. Le projet de la Cité s'est nourri, s'est fabriqué, se constitue de ces initiatives, de ces réflexions menées, pour certaines régions depuis 20 ou 25 ans. Il repose sur cette coproduction entre un lieu, le Palais de la Porte Dorée à Paris, et un réseau de partenaires sur tout le territoire national. Les récents bouleversements institutionnels ne sont pas sans impact sur les dynamiques régionales histoire /mémoire /culture et lutte contre les discriminations, sur les acteurs et les projets. Elle invite les intervenants à présenter leur démarche en tant que financeurs de ces actions, leurs politiques en la matière. Pourquoi impulsent-ils certains projets ? Pourquoi en soutiennent-ils d'autres ? Quelle est la singularité de la région Languedoc-Roussillon sur ces questions ?

Chacun des acteurs institutionnels invités est accompagné d'un porteur de projet qui présente une action particulièrement symbolique, illustrant leur politique.

Fabrice Manuel, directeur de la culture et du patrimoine au conseil régional rappelle que l'engagement de la région Languedoc-Roussillon sur ce thème est une décision politique car il ne s'agit pas d'une compétence obligatoire. Trois niveaux d'interventions existent :

- le symbolique : il s'agit de ces actes qui dépassent largement l'action de la direction de la culture et du patrimoine et qui portent un signal, montrent un engagement d'une collectivité sur des valeurs qu'elle a envie de faire partager.
- le visible : comment une politique culturelle et patrimoniale peut-elle interroger la question de son, ses histoires ? Une réflexion importante a été menée dans la région sur les liens unissant les 5 départements de la région. Il s'agit pour la collectivité régionale, à ce niveau d'intervention, d'identifier un thème, de fédérer, lancer. Les deux premiers sujets sur lesquels la région a souhaité travailler en ce sens ont été la mémoire des mineurs et les républicains espagnols (collecte de mémoires, travail ethno, de connaissance, mise en relation de toutes les structures travaillant sur ce thème) De 2005 à 2010, la région a lancé un important programme à l'occasion des commémorations de la Retirada : 150 manifestations, 43 opérateurs, 45 villes. Durant ces 4 à 5 ans, des liens se sont tissés entre les partenaires et les échanges se poursuivent. Fabrice Manuel mentionne en particulier le partenariat de la région avec la Fédération régionale des radios associatives, notamment sur la question de la mémoire orale et de la collecte sonore.
- l'invisible : comment, dans une politique culturelle et patrimoniale, réussir à défendre des valeurs ? La région peut y contribuer en décidant de soutenir certains projets, certains propos artistiques engagés. L'objectif des élus n'est pas la communication, la visibilité mais la sensibilisation à des problématiques, la défense de certaines valeurs.

Lorsque la région a décidé de soutenir le projet de création théâtrale "Sale Août", elle a souhaité l'intégrer à un programme plus large et pour ce faire s'appuyer sur des partenaires expérimentés dans le domaine scientifique ou le champ social, comme c'est le cas de Benoît Larbiou et du travail qu'il conduit avec l'Alci (Association de lutte contre l'illétrisme).

Benoît Larbiou est chercheur spécialisé dans les questions d'histoire de l'immigration et des questions raciales dans les années trente et participe à l'action de l'**Alci**. L'Alci est une tête de réseau dans le département du Gard et de l'Hérault qui travaille avec des associations accueillant des publics, principalement dans les quartiers populaires. Elle développe des partenariats entre des associations et des institutions pour des publics loin des questionnements académiques ou culturels.

Il fait le constat de la très forte stigmatisation des populations de ces quartiers, qui s'opère par le fait que l'immigration est surchargée d'histoire, d'images, de présupposés. L'association a mené, avec ces publics éloignés de l'histoire, une expérimentation à partir du spectacle "Chocolat" de Gérard Noiriél. De telles initiatives permettent d'échanger sur les problématiques de la stigmatisation raciale, de la xénophobie, de questionner l'accueil en France, les difficultés qui en découlent en les mettant en perspective sur le temps long, et ainsi de permettre à ces populations de resituer leur propre histoire dans une histoire nationale. L'expérimentation s'appuie sur une démarche partenariale et implique un travail préparatoire d'accompagnement, en amont et en aval, vers ses questionnements. Les relations entre histoire / mémoires et culture ne vont pas forcément de soi. Il faut se méfier des usages politiques et culturels de l'histoire et il ne s'agit pas de transformer la culture en faire-valoir de la recherche ou au contraire que la culture se serve de la recherche pour construire des mémoires. Il s'agit de travailler en commun en ménageant les limites de chacun des domaines et d'impliquer au maximum les populations concernées par ces questionnements.

Jean-Pierre Besombes-Vailhé, conseiller action culturelle à la Drac, fait écho aux propos de Benoît Larbiou en évoquant la position partenariale indispensable sur ce type de problématiques, la complémentarité entre les services de l'Etat et les collectivités pour bâtir une politique utile et opérante.

Ainsi, dans le cadre du programme "devoir d'histoire, histoire des mémoires", la mission de la recherche et de la technologie du Ministère de la Culture et de la Communication et PASSIM, laboratoire associatif de recherche en sociologie, ont organisé avec le soutien de la Région, de la Drac et de la DRJSCS, une journée sur la thématique de l'hospitalité. Au cours de cette journée, ont été interrogés les principes d'égalité, de démocratie culturelle, d'égalité des cultures les unes par rapport aux autres, de reconnaissance réciproque, de transmission et d'échanges entre les cultures, faites d'interactions, de changements. L'action culturelle tient compte de ces principes et des interactions, dans les projets soutenus, entre histoire, culture et mémoires. L'action culturelle peut être parfois la conséquence d'une recherche, être imbriquée dans un processus de recherche-action ou s'inspirer de l'histoire, de la mémoire sans être animée par un souci scientifique. Autour des champs de l'histoire de l'immigration, la diversité des actions culturelles est grande et il sera fort utile, comme cela est envisagé à l'horizon 2011, d'en réaliser un panorama, d'en confier l'étude qualitative à des chercheurs.

La Drac choisit de présenter **l'initiative Arabesques, festival des arts du monde arabe**. Cet événement culturel, à partir des différents modes d'expression artistique, pose un cadre de réflexion plus général autour de la mémoire, de l'histoire mais aussi la réalité de l'immigration.

Ce projet, au départ essentiellement en résonance avec un quartier de Montpellier et ses habitants, s'est attaché à favoriser les liens avec d'autres composantes de la société française et au-delà des publics européens, méditerranéens... Lorsqu'une équipe de professionnels et de bénévoles s'est constituée à l'initiative d'Habib Dehraoui et de Benaouda Sadi en 2005, il s'agissait pour eux de rendre visible les cultures du monde arabe, à travers une programmation artistique ambitieuse et de qualité. Dès 2007, la volonté d'élargir le champ d'interventions à des échanges et tables rondes abordant des sujets historiques et notamment liés à l'immigration s'est affirmée progressivement. L'année 2007 est également l'année où se constitue le partenariat avec l'Institut du Monde Arabe. Des échanges avec d'autres festivals se développent. Cette action culturelle et artistique s'est également enrichie d'interventions en milieu scolaire visant à faire évoluer les représentations, les stéréotypes. J.P. Besombes-Valhé souligne que cette initiative révèle que les Français ont aussi une passion pour l'altérité.

Habib Dechraoui rappelle que cette initiative est née de l'action de l'association Uni'sons, située dans le quartier de la Paillade, qui fête ses 10 ans cette année. Il ne s'agit pas d'un projet revendicatif visant à vanter les qualités de la culture arabe mais d'une volonté de mettre un coup de projecteur sur les créations contemporaines arabes existantes en France et ailleurs, en particulier pour en faire découvrir la diversité. Très peu de manifestations dédiées aux arts du monde arabe existaient en France et en Europe lorsque Arabesques a été créé. Il souligne le succès du festival dès le départ et fait mention de deux de ses principales réussites : sa capacité à fédérer et la diversité de ses publics.

Rodolphe Berneise, chargé de mission à la Direction Régionale Jeunesse, Sport et Cohésion sociale explique que la DRJSCS a été créée en 2010 dans le cadre de la Révision générale des Politiques Publiques par la fusion de 3 administrations déconcentrées : les directions régionales des Affaires sanitaires et sociales, jeunesse et sport et de la cohésion sociale et de l'égalité des chances. La DRJSCS a repris les missions liées à la politique de la ville, à la lutte contre les discriminations, à l'histoire et la mémoire portées auparavant par les directions régionales de la cohésion sociale et de l'égalité des chances. Elle impulse certaines actions ou accompagne les opérateurs développant des projets histoire-mémoire au niveau régional ou au niveau local lorsqu'ils sont particulièrement exemplaires ou innovants. Cet accompagnement permet à la direction régionale de travailler sur les représentations, véhiculées sur un certain nombre de populations dites "immigrées" ou "issues de l'immigration", dans un objectif de prévention des discriminations. La formation des acteurs sur ces questions est une des orientations principales de la DRJSCS.

La DRJSCS a souhaité mettre en valeur deux actions très locales travaillant chacune à leur manière sur les questions d'histoire et de mémoire. Le point commun entre ces 2 actions est qu'elles proposent deux programmations culturelles et citoyennes de qualité. La DRJSCS a souhaité s'inscrire dans un partenariat durable avec ces opérateurs qui sensibilisent un large public aux questions de représentations et de lutte contre les discriminations et sont des appuis pour travailler dans des territoires autres que la région de Montpellier.

Monique Teyssier, présente **le festival** de musiques du monde **de Thau** qui accueille des artistes du monde entier. La venue de certains artistes avaient provoqué des débats, des polémiques d'où la volonté, au-delà de la musique et des concerts, de créer des espaces de réflexion, de sensibilisation. Ainsi, des actions prenant plusieurs formes sont-elles proposées à chaque édition, pendant une journée, et sont accessibles à tous : table ronde, témoignages d'artistes à l'instar de Mouss et Akim ou d'Abd Al Malik, projection de films, campagnes,... Le festival ambitionne par cette action de contribuer à favoriser l'ouverture d'esprit.

Gilles Favier, présente l'action de l'association **Cétavoir**, créée en 2007. Cette association, qui a pour vocation la promotion de la photographie et plus spécifiquement la photographie documentaire, développe des interventions de terrain, tout au long de l'année, notamment avec des jeunes (ateliers de décodage d'image, sensibilisation au rôle social de la photographie...) et contribue en cela à la lutte contre une forme d'ostracisme. Une maison de l'image et de la création documentaire vient d'être créée à Sète et va permettre à l'association de mettre en œuvre ses actions dans de meilleures conditions. Cétavoir organise, depuis 2008, le festival "Images singulières". Ce festival est né d'une demande de la mairie de Sète qui souhaitait la création d'une biennale de la photographie. Le projet a évolué vers un festival dédié à la photographie documentaire sur proposition de Cétavoir. Si ce festival n'a pas vocation à traiter de la thématique de l'immigration, les créations présentées la croisent souvent. Le festival se donne pour exigence de présenter des propositions ambitieuses, rigoureuses. Le public et le monde de la photographie ont très bien accueilli cette manifestation. Un exemple supplémentaire démontrant que "quelque chose est en marche autour de ces thématiques, localement et au-delà".

En Conclusion de cette table ronde, Agnès Arquez-Roth remercie les intervenants pour la diversité des actions, des points de vue et des visions politiques présentés. De tels échanges sont essentiels pour la Cité dans la mesure où l'établissement a aussi pour mission d'être le relais des initiatives menées en région et inversement de faire découvrir les ressources qu'il peut mettre à disposition de ses partenaires pour nourrir leurs projets.

Agnès Arquez-Roth, directrice Réseau et Partenariats et **Pierre David, directeur de la programmation de la Cité nationale** prennent ensuite la parole pour présenter la Cité, son historique, ses activités, sa programmation actuelle et à venir : www.histoire-immigration.fr
Ils décrivent, rejoints par **Josiane Collerais, vice-présidente au conseil régional de la région**, les manifestations organisées autour de la création théâtrale "Sale Août" dans le cadre du programme "Devoir d'histoire, histoire des mémoires" et notamment le cycle de conférences développé en partenariat avec le laboratoire Telemme de la région Provence Alpes Côte d'Azur.

La journée se termine par la **lecture d'extraits de la pièce "Sale Août" par son auteur, Serge Valletti**. Il livre son regard sur la transformation d'un récit historique en création théâtrale, l'influence du spectacle vivant sur les mentalités. Il explique notamment son choix d'un théâtre construit à la manière de Tchekhov pour faire écho aux années de la fin du XIXe siècle au cours desquelles le massacre d'Aigues-Mortes s'est passé.